

Conjoncture agricole

Une amélioration des marchés globalement insuffisante en élevage. Des productions végétales malmenées par l'adversité climatique (gel, canicule précoce, sécheresse).

En grandes cultures, les fondamentaux demeurent lourds pour les principales cultures à l'échelle mondiale et pèsent sur les prix.

En lait de vache, le prix payé au producteur progresse, mais la trésorerie des éleveurs reste encore tendue. Après avoir subi plusieurs années de crise, la collecte de lait de chèvre peine à se redresser malgré un marché porteur. En viande bovine, l'offre est limitée en jeunes bovins mais plus abondante en réformes allaitantes. La production ovine a bénéficié d'une conjoncture favorable au cours de l'été dans un contexte de baisse des disponibilités. L'embellie survenue sur le marché du porc en 2016 s'est poursuivie en 2017, mais les perspectives semblent moins favorables sur la fin de l'année. Enfin, la filière volaille poursuit des tendances antérieures caractérisées par le dynamisme de la consommation de poulet et dans le même temps la hausse des importations en provenance de l'UE.

Dans le domaine du végétal spécialisé, la récolte 2017 est affectée par les épisodes de gel du mois d'avril dernier en arboriculture et en viticulture. Le millésime est néanmoins de qualité en viticulture et la baisse de production chez les concurrents de la France offre des potentialités de marchés en arboriculture. En horticulture et pépinières, le début de la campagne est satisfaisant mais la concurrence extérieure se renforce. Enfin, en cultures légumières, l'adversité climatique a perturbé l'adéquation offre/demande.

Grandes cultures : les disponibilités pèsent sur les prix

Céréales : des prix peu rémunérateurs en blé et maïs, mieux orientés en orge

La récolte ligérienne 2017 de céréales à paille est très satisfaisante. Les rendements sont supérieurs à ceux, très faibles, de 2016 mais, en outre, supérieurs à la moyenne quinquennale, sauf en orge de printemps. De plus, la qualité est au rendez-vous avec un taux de protéines légèrement supérieur à 12,5 % et un poids spécifique proche de 78,5 kg/hl.

En maïs, le rendement devrait être dans la moyenne, soit 85 q/ha environ avec une hétérogénéité entre maïs irrigués et non irrigués. Au final, la production de céréales progresserait de 23 % par rapport à 2016 et de 4 % par rapport à la moyenne.

Les cours du blé s'étaient animés avant la récolte. Celle-ci s'est finalement révélée abondante en France

et record en Russie. Malgré la baisse de la production en Amérique du Nord, et les craintes que font peser, respectivement, la sécheresse en Australie et l'excès d'humidité en Argentine, la récolte mondiale serait proche du record (748 Mt selon le CIC). Le début de campagne, marqué par la concurrence russe et la force de l'euro a vu les cours chuter, avant que l'appréciation du rouble, la baisse de l'euro suite aux élections allemandes, et le renforcement des craintes sur le potentiel de l'hémisphère Sud ne provoquent récemment une légère hausse.

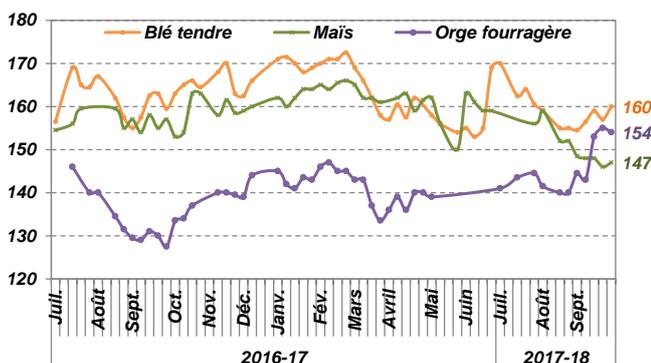
Les cours du maïs reculent fortement depuis juillet. En cause des disponibilités abondantes liées à la récolte brésilienne record qui inonde le marché, et à des perspectives de production aux Etats-Unis finalement satisfaisantes malgré la sécheresse printanière.

Le marché de l'orge présente un profil bien différent avec un bilan tendu par la baisse de production chez tous les exportateurs à l'exception de la Russie et une demande mondiale très soutenue, notamment de la part de la Chine. Les cours de l'orge se rapprochent fermement de ceux du blé tendre

Soja : incertitudes sur la production de l'hémisphère Sud

Les prévisions de production mondiale de soja sont réajustées à 346 Mt, en légère baisse par rapport à la campagne précédente. Mais les disponibilités mondiales continuent de croître compte tenu des stocks de report. Alors que la production de l'hémisphère Nord bat un nouveau record (167 Mt)

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

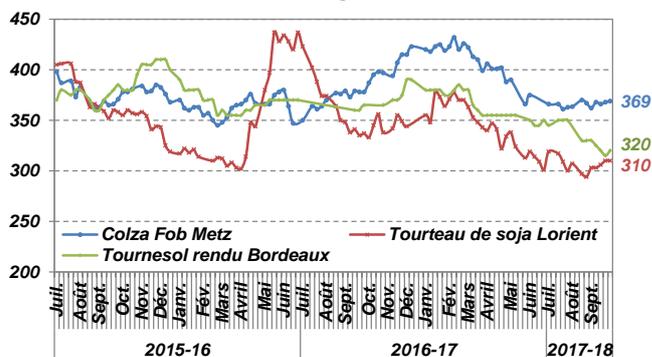
sous l'impulsion de la très bonne récolte étasunienne, les estimations de production de l'hémisphère Sud reculent à 179 Mt (187 Mt en 2016/17). Les semis de soja ont en effet été retardés dans plusieurs régions du Brésil et du Paraguay à cause de la sécheresse. En Argentine, ce sont les conditions trop humides qui ont décalé les travaux de semis. Le marché du soja est donc partagé entre la pression de l'offre au nord, les incertitudes sur la prochaine récolte au sud et le soutien de la demande internationale, notamment chinoise. Les échanges mondiaux atteignent pratiquement 150 Mt au cours de cette campagne, les importations chinoises en représentent presque les deux tiers.

Colza/canola : stabilisation de la production mondiale

La production mondiale de colza/canola stagne aux alentours de 63,5 Mt très en deçà du record de 69,7 Mt de la campagne 2013/14. Alors que la production européenne renoue avec la hausse (21,9 Mt ; +1,4 Mt), comme celle de l'Ukraine (2,1 Mt ; +0,9 Mt), au Canada, la récolte de canola s'annonce aussi conséquente que celle de la dernière campagne (19,7 Mt). En Australie, les prévisions de récolte accusent par contre une baisse sévère en raison du déficit pluviométrique et du gel. La production australienne reculerait à 2,9 Mt par rapport au très

bon niveau de la campagne précédente (4,4 Mt). Depuis la mi-septembre, le marché du colza européen suit le cours du soja à Chicago, lui-même soutenu par la demande internationale. L'évolution des importations européennes de biodiesel en provenance d'Argentine sera un des éléments clés à suivre au cours des prochains mois en raison du récent abaissement de la protection tarifaire du marché européen. SAIPOL, premier producteur de biodiesel en France, a d'ailleurs annoncé la réduction de son activité à partir de février 2018.

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Intrants : stabilité des prix en juillet après un léger fléchissement au cours des deux mois précédents

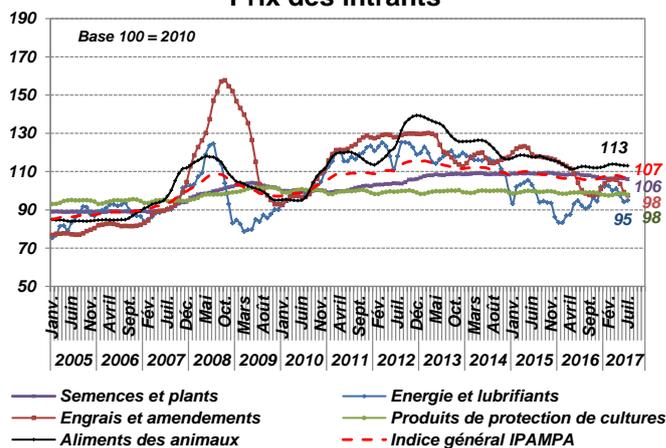
Après plusieurs mois de repli (depuis mai 2015), le prix des intrants (mesuré par l'IPAMPA pour les biens et services de consommation courante) a connu une progression entre octobre 2016 et avril 2017, principalement liée à la hausse du prix de l'énergie et des engrais, pour se stabiliser ensuite.

Sur les sept premiers mois de l'année, les intrants sont plus chers de 0,7 %. Le prix de l'énergie est supérieur de 11,4 % à celui de 2016, en particulier le GNR (gazole non routier utilisé par les agriculteurs) en hausse de 24 %. Le prix des engrais recule en moyenne de 5,9 %. Celui des produits phytosanitaires est relativement stable (+0,8 %), tout comme le prix des aliments du bétail (+0,6 %).

Côté volume, la production nationale d'aliments composés a retrouvé son niveau de 2016 (en cumul depuis janvier). La reprise récente des fabrications d'aliments pour bovins a compensé le recul observé en porcs et volailles. En cumul sur la période de janvier à juillet, la progression atteint 2,1 % pour les vaches laitières et 7,4 % pour les autres bovins (la

moindre pousse de l'herbe a provoqué le recours aux aliments concentrés). Les fabrications d'aliments porcins ont par contre diminué de 2,7 % et celles d'aliments pour volailles de 1,1 % (c'est surtout la dinde qui est concerné).

Prix des intrants



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : INSEE

Lait de vache : une situation toujours délicate pour les éleveurs

Le prix du lait payé au producteur s'améliore en juillet

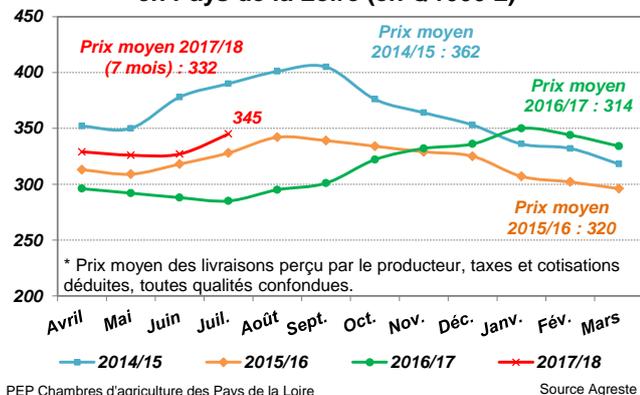
Après une campagne 2016/17 très difficile (avec un prix moyen payé au producteur de 314 €/tonne), la reprise des cours s'affirme progressivement pour atteindre 345 €/tonne en juillet.

L'embellie sur le cours du beurre, conjuguée à des indices de saisonnalité positifs, a fini par se répercuter sur le prix payé au producteur. Selon l'Institut de l'élevage, ce bon niveau devrait se confirmer au second semestre avec un prix de base

(32g MP/38g MG) supérieur à 330 €/tonne (contre 300 €/tonne au deuxième semestre 2016).

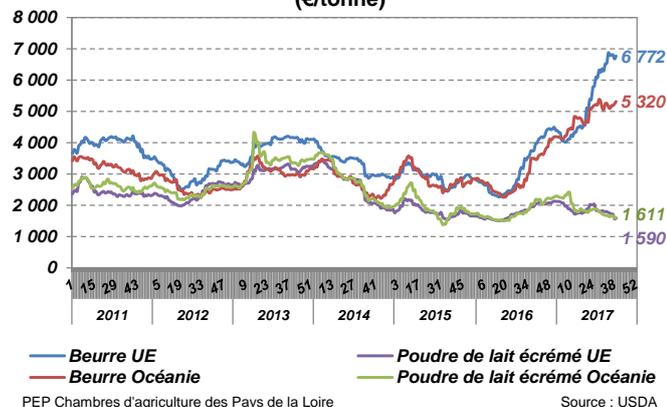
Dans le même temps, le prix des intrants est stationnaire depuis avril, avec notamment un tassement du prix des aliments. Cette situation permet une amélioration des trésoreries : selon les données du Crédit Agricole, on observe une baisse des encours à court terme, mais les situations sont très hétérogènes selon les élevages.

Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (en €/1000 L)



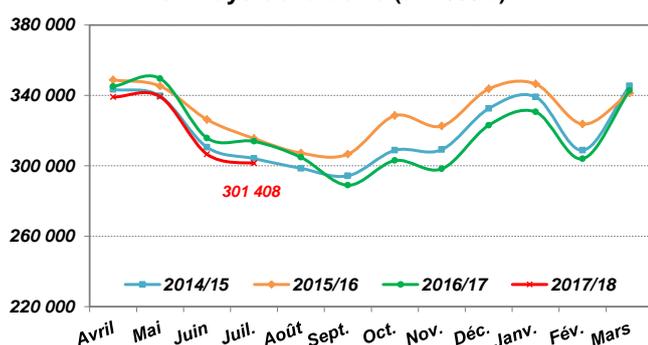
A l'échelle européenne et mondiale, les prix ont également progressé : +80 €/tonne en un an en Nouvelle-Zélande, pour atteindre 350 €/tonne en juillet. Même tendance dans l'Union européenne où le prix moyen sur sept mois dépasse de 21 % son niveau de l'année précédente (+12 % en France, où le prix est moins volatil, avec des baisses antérieures moins marquées que dans les pays du nord de l'UE).

Cours mondiaux des produits laitiers (€/tonne)



Volume : une collecte régionale impactée par les chaleurs printanières

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en 1000 L)



Après une baisse de 3,4 % sur la campagne 2016/17, la collecte laitière régionale est toujours en repli sur le début de campagne 2017/18 (-2,9 % sur les quatre premiers mois par rapport à 2016).

Cette baisse résulte principalement des fortes chaleurs printanières qui ont ralenti la pousse de l'herbe. Elle est plus marquée en Vendée (-6,6 %), et très modérée en Mayenne (-1,4 %).

En Europe, la reprise est engagée sous l'effet d'un prix plus attractif, et la collecte dépasse de 1,1 % son niveau de 2016 sur la période d'avril à juillet. Cette reprise concerne surtout la Pologne et l'Irlande, ainsi que dans une moindre mesure l'Italie.

La France et l'Allemagne restent par contre en léger retrait, avec des livraisons inférieures de 1,6 % au niveau de la campagne précédente.

Sur le premier semestre, l'Union européenne a accru ses exportations de fromages et de poudre maigre, sur un marché mondial redevenu plus dynamique (Chine, USA). Les stocks privés de poudre ont diminué, mais les stocks d'intervention restent à leur plus haut niveau. Côté beurre, la pénurie mondiale continue à faire flamber les prix : une légère détente pourrait intervenir dans les mois à venir avec la hausse saisonnière de la production européenne.

A l'échelle mondiale, la collecte a progressé de 1 % au second trimestre. La croissance se confirme aux USA : +2 % sur sept mois, alors que la Nouvelle-Zélande démarre également sa nouvelle campagne sur de bonnes bases (+3,3 %).

Evolution des achats de produits laitiers par les ménages

	Cumul annuel mobile 52 semaines se terminant le 3 septembre 2017	
	Volumes (évol % n-1)	Prix (évol % n-1)
Lait de consommation	-4,4%	0,9%
Ultra frais	-1,3%	-0,5%
Fromage	0,3%	0,2%
Beurre	-1,7%	2,8%
Crème	-2,4%	0,3%

Source : FranceAgriMer d'après le Panel Kantar Worldpanel

En France, la demande est morose quel que soit le type de produit, avec une consommation des ménages en repli marqué sur le lait liquide, une baisse plus modérée sur les produits frais, et un meilleur maintien des achats de fromages.

Les prix sont relativement stables, hormis le beurre qui connaît une hausse consécutive au recul de l'offre.

Lait bio : une production toujours tirée par la croissance de la demande

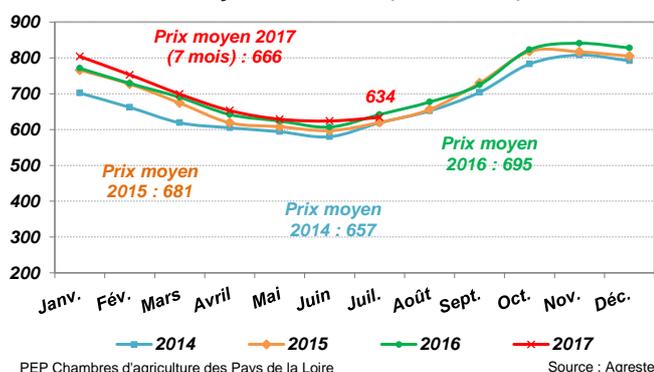
Depuis le début de l'année, la demande française cumulée (sur huit mois) a progressé pour de nombreux produits laitiers biologiques : fromages : +23 %, yaourts : +14 %, crème : +22 %. On observe par contre un repli en lait conditionné (-13 %). Côté collecte, elle s'est accrue de 0,8 % et les prix ont augmenté de 2,2 % (449 €/1 000 litres en moyenne sur sept mois).

En région Pays de la Loire, tout comme au plan national, les années 2016 et 2017 ont été riches en conversions (encouragées par la conjoncture plus difficile en lait conventionnel). Après 175 conversions en 2016, une soixantaine sont annoncées en 2017.

Cela conduirait à près de 700 exploitations laitières bio fin 2017, soit une hausse de 40 % en deux ans. Une incertitude toutefois : l'impact des contraintes budgétaires récentes sur la réalisation effective des conversions annoncées.

Lait de chèvre : repli de collecte malgré un marché dynamique

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (en €/1 000 L)



La collecte de lait de chèvre française est en repli de 4 % sur le premier semestre 2017. Les Pays de la Loire affichent la même baisse. La crise caprine a laissé des traces : la France a perdu 17 % de ses élevages entre 2012 et 2016 (-20 % de livreurs en Pays de la Loire) et peine à renouveler ses éleveurs.

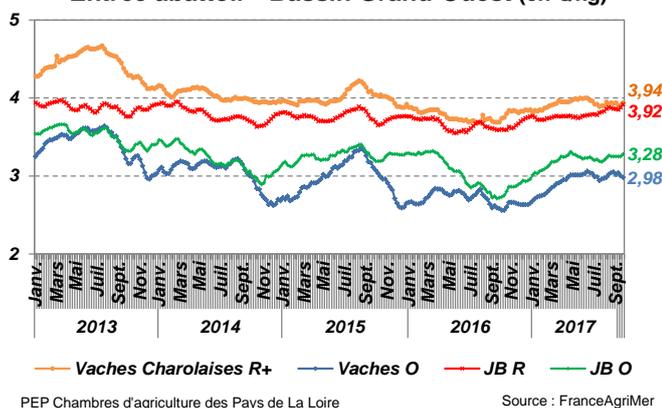
Ajouté à ce constat, les mauvaises conditions climatiques de 2016 ont accentué le retrait de la collecte. La meilleure qualité des fourrages en 2017 devrait inverser cette tendance.

Pourtant, les signaux de marché sont très positifs. Tout d'abord, le prix payé au producteur poursuit sa progression sur le premier semestre. Ensuite, à côté d'un marché du fromage de chèvre toujours soutenu mais qui arrive à maturité, une offre de produits diversifiés se développe ainsi que l'export. Sur le premier trimestre 2017, les ventes de lait de chèvre de consommation ont augmenté de 9 % et celles de yaourts de 30 %. Le lait de chèvre bio n'est pas en reste. La collecte nationale est en hausse et atteint 5,7 millions de litres en 2016, avec un fort développement dans notre région.

L'approvisionnement des laiteries s'annonce tendu sur la fin d'année face au repli de la collecte, des importations (-27 % sur le premier semestre) et des stocks des produits de report.

Viande bovine : offre limitée en jeunes bovins mais plus abondante en réformes allaitantes

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (en €/kg)



Jeunes bovins : une offre limitée

La faiblesse des disponibilités en animaux finis, accentuée par l'ouverture récente d'un marché en Turquie, soutient les prix des jeunes bovins allaitants alors que ceux des jeunes bovins laitiers demeurent sous pression dans le sillage des réformes laitières. Cette tension Les cours des JB U et R s'établissent à respectivement 4,08 et 3,92 €/kg en semaine 39. Les abattages ligériens de jeunes bovins reculent en effet de l'ordre de 3 % par rapport à 2016 (allaitants et laitiers) tout comme les effectifs présents au 1^{er} septembre. Au niveau national, la baisse des

abattages est un peu moins importante en allaitants, mais beaucoup plus forte en animaux laitiers. Les exportations de viande reculent vers les trois principaux débouchés de la France : l'Italie (-5 %), la Grèce, redevenue le deuxième client (-3 %) et l'Allemagne (-4 %). A noter cependant que la reprise des exportations d'animaux finis perdure, notamment vers l'Algérie.

Femelles : les réformes allaitantes pèsent sur les marchés

Les réformes allaitantes sont toujours dynamiques alors que les sorties boucherie de vaches laitières poursuivent leur ralentissement. Les disponibilités de l'offre face à une demande atone pèsent sur les prix. Les cours des vaches R+ s'élèvent à 3,94 €/kg en semaine 39. Les cotations des vaches laitières se confirment également à la baisse à 2,98 €/kg en semaine 39. Après plusieurs années de capitalisation, le cheptel de vaches allaitantes recule tant à l'échelle nationale, qu'en Pays de la Loire (-1,7 % de femelles allaitantes de plus de 24 mois par rapport à 2016). Les abattages ligériens de femelles allaitantes de plus de 36 mois progressent de 6,4 % par rapport à 2016. A l'inverse, les abattages de vaches laitières reculent avec l'arrêt de l'érosion du cheptel laitier (+0,6 % de femelles laitières de plus de 24 mois par rapport à 2016).

Consommation : stagnation de la consommation mais toujours plus de haché

Les achats des ménages de viande bovine se sont stabilisés sur la période de quatre semaines se terminant début septembre (par rapport à 2016). Mais les tendances de fond se poursuivent. Les achats de viandes piécées continuent de reculer (-6 % par rapport à 2016) alors que les viandes élaborées progressent en volume (+6 %) et en valeur (+7 %) sous l'impulsion du boom du haché frais pur bœuf. En maigre, après un été calme, le marché est bien orienté. L'embellie des prix des jeunes bovins en

Italie, le dynamisme des exportations vers l'Espagne et leur démarrage vers la Turquie soutiennent les prix et limitent la baisse saisonnière. La demande pays tiers demeure cependant toujours morose.

En veaux de boucherie, l'été a été marqué par une longue chute des cours en raison de la faible consommation estivale face à une offre trop importante. Les moindres disponibilités en période de rentrée ont néanmoins permis une hausse saisonnière des prix plus précoce et soutenue cette année.

Viande ovine : un été inhabituel pour le marché de l'agneau en France

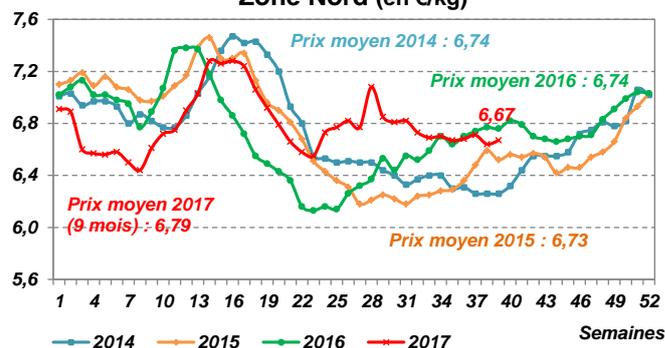
En 2016, la part de viande ovine d'origine française a atteint 43 % de la consommation nationale. Pourtant, sur les sept premiers mois de 2017, les abattages cumulés d'ovins en France sont en baisse d'environ 1,5 % par rapport à 2016, pour toutes les catégories, avec un recul significatif depuis mai.

La reconquête du marché intérieur par les productions françaises qui s'est renforcée en 2016, n'est pas pour autant remise en cause pour 2017. En effet, les importations d'animaux vivants durant la période ont assez nettement reculé (-18 %), ce qui peut expliquer la moitié de la baisse.

Le marché français semble donc devenir plus hermétique aux importations, mais, de janvier à juillet, elles restent quand même encore en petite hausse (0,6 %) pour les viandes. Le taux de change de la livre sterling profite directement aux produits britanniques (+4 % en juillet) et aussi irlandais (+5 %). Par contre les achats de viandes néozélandaises et espagnoles se replient nettement (-13 % et -24 % en juillet également). Parallèlement, les exportations françaises se replient depuis janvier, de 2,5 % pour les viandes et de 4 % pour les animaux vivants.

Les prix des agneaux ont connu un de leurs meilleurs étés depuis plusieurs années. En plus de la baisse des disponibilités françaises en agneaux, qui est sans doute normale après les nombreux abattages du printemps, on attribue ce bon niveau de prix à deux autres facteurs : d'abord à la hausse des prix mondiaux, et ensuite, au pic de demande en France pour les fêtes de l'Aïd (1^{er} septembre en 2017) qui semble-t-il s'est portée davantage sur des animaux

Cotation régionale agneaux 3 (couvert)
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir
Zone Nord (en €/kg)



Avertissement :
A partir de la semaine 39-2014 : les modalités de remontées des prix pour les animaux achetés en lot ont changés (prix individualisés par typologie du lot)

PEP Chambres d'agriculture des Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

plus âgés mais trouble l'interprétation des statistiques d'abattages du mois d'août.

Les panels de consommation récents confirment cependant la diminution de la consommation annuelle de viande ovine en France. Les achats des ménages auraient baissé d'environ 4 % sur un an, soit deux fois le taux de baisse mesuré pour l'ensemble des viandes.

Quant aux échanges internationaux, ils sont actuellement influencés par la poursuite de la réorientation des exportations néozélandaises (qui ne baissent pas contrairement aux estimations), vers la Chine et les Etats-Unis aux dépens surtout de l'Europe où une reprise de la production britannique est toujours envisagée pour les prochains mois.

Viande porcine : l'horizon s'assombrit fin 2017

L'embellie connue en 2016 s'est poursuivie sur le début d'année 2017. Et c'est une progression de 11 % du prix du porc qui est à noter sur les quarante premières semaines 2017 comparée à la même période 2016.

Toutefois, sur cette fin d'année, les éléments de marché semblent désormais moins favorables à la production porcine.

Tout d'abord les exportations, qui ont tiré la demande l'année dernière, se réduisent cette année par les

moindres importations chinoises : -10,5 % pour l'UE sur les sept premiers mois 2017 (-32 % vers la Chine) et recul de 12,1 % pour la France sur le premier semestre. Même si les exportations vers d'autres destinations asiatiques (à plus forte valorisation) se sont accrues, elles n'ont pas compensé la baisse de la Chine. Ajouté à ce recul, la parité €/€ est devenue moins favorable aux européens, alors que la concurrence est rude avec les

Etats-Unis (hausse des exportations de 9 % sur huit mois 2017) et le Canada (+6,7 % sur six mois 2017). La consommation sur le marché intérieur connaît également un très net repli à la fois pour le porc frais (-5 % sur huit mois 2017) et pour la charcuterie (-2,3 % avec un fort recul pour le jambon cuit). Mais les autres viandes ne sont pas épargnées. Les lobbies anti-viande et la montée du flexitarisme impactent à la baisse la consommation de viande.

En face, l'offre de porcs de l'UE, qui a baissé en début d'année, se stabiliserait en 2017. En France, sur les neuf premiers mois 2017, la production dans la zone Uniporc est en recul d'environ 3 %.

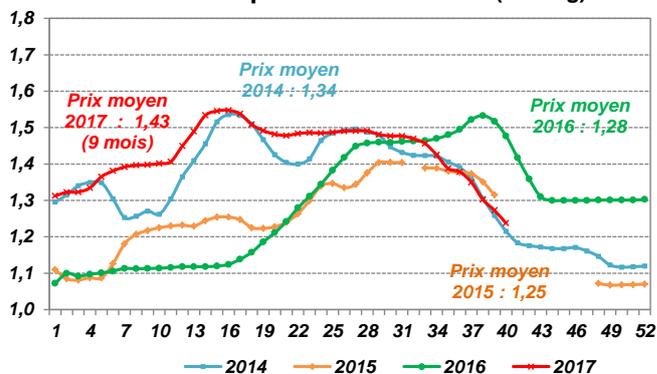
Ainsi, depuis août le prix du porc français a entamé une chute vertigineuse (de 1,48 € début août à 1,24 € début octobre) suivi en septembre par les autres pays européens. L'été aura été marqué par des écarts de prix importants entre les pays européens, les prix en France se situant bien en deçà des prix allemands et espagnols.

Les mois qui viennent ne s'annoncent pas sous les meilleures auspices au regard de la moindre

demande. Et la production évolue dans un environnement perturbé :

- La progression de la PPA (Peste porcine africaine) dans l'Est de l'UE inquiète.
- Quelles conséquences de la reprise du pôle charcuterie salaison du groupe Financière Turenne Lafayette par Cooperl ?
- Les changements de tendance de consommation.

Cotations du porc cadran breton (en €/kg)

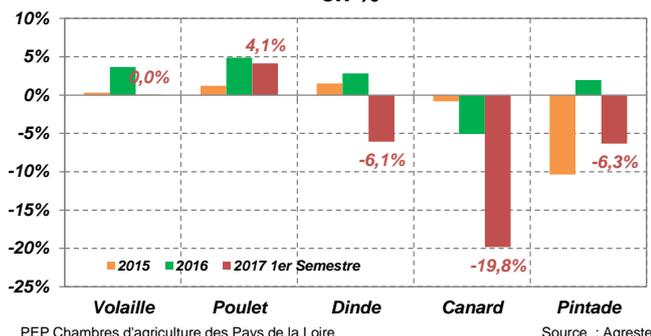


PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : IFIP d'après MPB

Volailles : le poulet s'impose dans la consommation

Evolution annuelle de la consommation en %



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : Agreste

Sur le premier semestre 2017, la production de volaille s'est érodée de 1,3 % par rapport à 2016. Avec une consommation stable, le recours aux importations s'est accru. Les deux principaux marchés évoluent cependant de façon différenciée.

En poulet, la consommation (+4,1 % sur le premier semestre) continue de soutenir le marché, grâce à la restauration hors domicile. Les achats des ménages sont plus timorés (-1 % sur huit mois). Seuls les produits élaborés, la charcuterie et les découpes de poulet sont plébiscités. Malgré ce dynamisme, les abattages progressent modestement (+1,6 % sur sept mois) et les importations en provenance de l'UE continuent d'affluer (+4,9 %), notamment depuis la

Pologne (+21 %). Les exportations se maintiennent sur l'UE, mais accusent un fort recul (-6,4 %) sur pays tiers. Les destinations du Moyen-Orient sont en chute de 17 %. Le solde extérieur en poulet est nettement négatif (-90 000 tonnes fin juillet). La persistance de ces difficultés a amené Terrena à revoir le positionnement de Doux. Sur le Moyen-Orient, le groupe a annoncé vouloir opérer une montée en gamme de son offre et déléguer le marché d'entrée de gamme à un opérateur européen aux coûts plus faibles. Il prévoit aussi un renforcement de son activité sur le marché du halal, porteur en Europe.

En dinde, avec une consommation en perte de vitesse (-6,1 % au premier semestre), les mises en place de dindonneaux ont été réduites, conduisant à un recul des abattages de 5,7 % sur sept mois. L'offre était également en baisse en Allemagne pour cause d'influenza. Avec un bond de 78 % vers l'Allemagne, les exportations augmentent de 14 %. L'épidémie d'influenza touche également la Pologne et se traduit par de moindres volumes exportés vers la France. L'excédent commercial s'améliore et atteint 20 000 tonnes fin juillet (+45 %). Les mises en place repartent à la hausse depuis mai au risque d'un nouvel encombrement du marché dans les prochains mois.

Arboriculture : des potentialités de marchés pour les pommes françaises

La période estivale est traditionnellement calme sur les marchés de la pomme. L'activité commerciale s'est en outre d'autant plus ralentie sous l'effet de deux facteurs cette année. Les prévisions de

réduction de volumes de la récolte 2017 (impact du gel d'avril) ont incité les entreprises françaises et européennes à gérer leurs volumes pour retarder la commercialisation de la nouvelle récolte moins

abondante. Cette stratégie a entretenu une certaine fermeté sur les marchés cet été mais a aussi favorisé l'importation de produits d'origine hémisphère Sud. Le climat estival a par ailleurs été précoce favorisant la consommation de fruits d'été au détriment de la pomme.

La nouvelle récolte européenne démarre sur des prévisions de déficit très marqué. La production italienne reculerait de près d'un quart par rapport à 2016 et entre -30 et -50 % en Pologne, les principaux concurrents de la France. La baisse est également

sensible en Belgique, en Allemagne et en Hollande, pays clients/concurrents de la France. En France, la récolte 2017 recule mais dans des proportions moindres, la pression concurrentielle pour les pommes françaises sera donc moindre cette année. Le démarrage de la récolte est plus précoce d'environ une quinzaine de jours par rapport à 2016. Dans ce contexte, les marchés de la nouvelle récolte se mettent progressivement en place face à une demande intérieure qui reste timide. Les prix sont supérieurs à l'année dernière mais restent contenus.

Horticulture et pépinières : début de campagne satisfaisant mais gare à la concurrence

La commercialisation des produits de l'horticulture donne satisfaction depuis le début de l'année 2017. Juillet et août sont des mois traditionnellement plus calmes sur le marché des produits horticoles et de pépinières. La reprise de l'activité à la rentrée est globalement satisfaisante. A noter cependant qu'il a

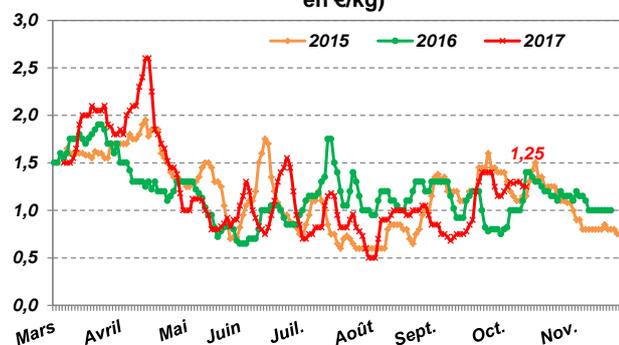
fallu faire appel à l'importation de produits de pépinières pour satisfaire la demande intérieure. La crise subie par la filière a en effet des conséquences sur les mises en production qu'il faudra reconsidérer à la hausse pour ne pas céder des parts de marchés à la concurrence extérieure.

Légumes : les serristes n'ont pas du tout apprécié les caprices de la météo 2017

Après un printemps encourageant où les hauts niveaux de consommation ont été satisfaits par une offre à peine suffisante, le climat de fin de printemps a été favorable à une production plus abondante en juillet, mais qui n'a pas trouvé assez d'acheteurs. Pour la tomate, après une première alerte fin juin,

Le même climat défavorable a terni peut-être plus encore la saison des concombres : après une première crise en mai, le printemps est resté favorable à la production. Grâce à une bonne demande, les prix se sont raffermis en juin malgré les importations massives (+40 % sur juin 2016), mais l'offre abondante de juillet s'est vendue très difficilement, et c'est carrément une situation de crise conjoncturelle qui a perduré tout le mois d'août, avec retrait nécessaire de marchandises. Contrairement à la tomate, la production annuelle de concombres sera en hausse de 3 % en France pour 2017, mais pour notre région, on situe cette hausse à 16 %, (sur une référence 2016 certes assez faible), puisque la région profite des relocalisations des moyens de production en France. Quant aux prix, ils seront très en dessous des attentes.

Evolution du prix de la tomate nantaise
(stade expédition ; ronde par colis de 6 kg ;
en €/kg)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : RNM

une crise grave s'est déclenchée mi-juillet. Les prix sont alors tombés jusqu'à 30 % en dessous de leur niveau de 2016. Le manque d'ensoleillement a bien réduit la production par la suite, mais les températures peu estivales n'ont pas entraîné de relance de la consommation. Comme les marchés sont restés insuffisamment actifs pour ramener les prix vers ceux de 2016, une nouvelle situation de crise a été déclarée mi-septembre. Dans ce contexte, les importations n'ont pas progressé (-3 %) mais ont pesé sur les prix aux périodes les plus critiques. Au final on s'attend à un niveau de production en baisse de 8 % pour la campagne (6 % pour la région), et à des niveaux de prix sous ceux de la moyenne quinquennale même si la fin de saison semble s'avérer plus radieuse.

Le melon est le troisième légume victime du même déroulé météorologique : les premières mises en marché de productions régionales en juin se font avec trop d'avance et l'entrée en crise conjoncturelle, fin juin, est immédiate. Elle durera jusqu'au 10 août, puis réapparaîtra mi-septembre. Le pic de prix significatif de mi-août ne suffira pas pour sauver toute la saison des producteurs.

La fin de campagne du poireau primeur a aussi été très difficile, avec une situation de crise conjoncturelle déclenchée début juillet. Il aurait été victime de la concurrence des autres légumes d'été. Les prix se sont raffermis en cours d'été, mais ce n'était plus la saison des primeurs.

Les autres légumes d'été ont subi les mêmes conditions climatiques mais les conséquences les plus dommageables portent sur les calendriers de récolte ou les niveaux de qualité, surtout pour les productions sous contrats avec l'industrie.

Viticulture : récolte très moyenne mais millésime de qualité

La récolte française de vin en 2017 sera l'une des plus faibles de ces dernières décennies. Dans sa dernière évaluation (1^{er} octobre), le ministère la revoit encore à la baisse, tablant sur un repli de 18 % par rapport à la moyenne quinquennale, avec un volume total de 36,9 millions d'hl. En Val de Loire, aucun autre sinistre important n'est venu ensuite perturber le cycle de production, à part un début de sécheresse plutôt localisée à l'est du vignoble. Le ministère maintient sa prévision faite dans l'été, d'une récolte pour tout le bassin meilleure qu'en 2016 de 8 %, tout en soulignant la diversité des situations.

Dans le vignoble nantais on est moins optimiste : à la fédération des vins de Nantes on parle de 10 hl par hectare pour la moitié des parcelles de muscadet, et 50 hl par hectare pour les autres. La formule conduit bien à la même mauvaise récolte qu'en 2016, même si on espère un peu plus (280 à 300 000 hl ; +15 à 20 %).

En Anjou-Saumur, on reste aussi prudent sur les estimations de récolte. Pour certaines appellations, des relèvements de seuil ont été demandés alors que pour d'autres, on voit là l'occasion de faire passer quelques hausses de prix estimées nécessaires. Dans chaque appellation on réfléchit à la meilleure stratégie, en tenant compte également des stocks disponibles des années antérieures. Dans tous les cas on se réjouit d'une récolte de qualité, favorisée par une météo plutôt favorable depuis l'épisode de gel.

La campagne de commercialisation 2016/17 qui vient de se terminer était déjà marquée par le gel, mais par celui de 2016 qui a davantage touché le vignoble nantais. L'augmentation des prix du muscadet à la production sur la campagne (d'août à juillet) est spectaculaire ; mais surtout, elle s'accompagne d'une montée en gamme globale, en même temps qu'elle est en grande partie annulée par une baisse sensible des volumes mis en marché. Le chiffre d'affaires muscadet vente négoce en vrac du vignoble aurait fait mieux que se maintenir sur la campagne, mais le chiffre d'affaires du vignoble, intégrant les ventes directes et les autres vins du bassin est sans doute encore sur une tendance baissière, ou au mieux stable.

Pour les rosés, les volumes vendus au négoce ont diminué mais nettement moins, et les prix n'ont que peu bougé. Le Cabernet d'Anjou fait exception, avec deux petites hausses de prix comme de volumes. A l'inverse, les fines bulles ont perdu des volumes et gagné un peu en prix, et ce sont les rouges qui sortent gagnants sur les deux tableaux, volumes et prix. Les blancs d'Anjou et Saumur, ont gagné en prix mais perdu un peu de volumes, comme le muscadet mais dans des proportions nettement moindres.

Les chiffres de la grande distribution transmis par Interloire vont dans le même sens mais avec moins d'amplitude. En un an, les ventes de muscadet auraient baissé de 10,5 % pour des prix en hausse de 4 %. En rouges de Loire, on indique un repli des volumes de 5 % et des prix qui progressent de 3 %, mais le Saumur-Champigny se distingue avec des volumes en hausse de 1 % et un prix qui monte de 2 %. Les rosés semblent avoir repris des couleurs au premier semestre : les trois appellations sont gagnantes en volume et maintiennent au moins leurs prix. Surtout, ils sont parvenus à conserver leur part de marché au moins en volume jusqu'à cet été. Le marché des fines bulles est plus devenu difficile, sauf pour les crémants, ce dont profite le Crémant de Loire (+10 %).

Interloire vient d'annoncer aussi une hausse de 4 % du chiffre d'affaires des vins de Loire à l'export, malgré un tassement des volumes (-0,5 %). Le Crémant de Loire est désormais l'appellation régionale qui s'exporte le plus (66 500 hl, surtout vers l'Allemagne) devant le Muscadet (63 500 hl, surtout vers le Royaume-Uni). Le Rosé d'Anjou arrive troisième avec plus de 50 000 hl. Ce sont les ventes vers les Etats-Unis qui progressent le plus et sont les plus prometteuses, selon Interloire.

En 2017/18, certains bons vins français pourraient devenir plus rares. Les prix moyens avant vendanges sont pourtant restés stables en France selon FranceAgriMer. Mais si la reprise économique se confirme, des remontées devraient logiquement intervenir et se répercuter sur d'autres catégories de vins. On espère que la faible récolte de 2017 sera bien valorisée, surtout si la qualité est au rendez-vous.



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57
Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
Mail : gilles.lemaignan@loire-atlantique.chambagri.fr (Nantes)
Mail : eliane.moret@mayenne.chambagri.fr (Laval)
Mail : pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr (Le Mans)